

RAPPORT SEMESTRIEL 2018

econocom

SOMMAIRE

1. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
1. SITUATION DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS	5
1.1. Variations de périmètre	6
1.2. OCEANE	6
1.3. Opérations sur actions propres	6
2. RÉSULTATS SEMESTRIELS	7
2.1. Chiffres clés (non audités, en millions d'euros)	7
2.2. Présentation de l'activité du semestre	10
2.3. Chiffres clés par activité	11
2.4. Chiffres clés par zone géographique	12
3. PERSPECTIVES	12
4. FACTEURS DE RISQUE ET LITIGES	12
5. ENTREPRISES LIÉES	12
6. RESSOURCES HUMAINES	13
7. VALEUR DE L'ACTION ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT	13
2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	15
1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ CONDENSÉ ET RÉSULTAT PAR ACTION	16
2. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	18
3. ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	20
4. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	22
5. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	24
5.1. Méthodes comptables	24
5.2. Variation du périmètre de consolidation au premier semestre 2018	33
5.3. Information sectorielle	33
5.4. Autres produits et charges opérationnels non courants	35
5.5. Résultat financier	36
5.6. Impôt sur résultat	36
5.7. Résultat par action et résultat par action dilué	37
5.8. Écarts d'acquisition	37
5.9. Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	38
5.10. Actifs et passifs courants d'exploitation	38
5.11. Trésorerie nette et endettement net	41
5.12. Capitaux propres	42
5.13. Provisions	44
5.14. Tableau des flux de trésorerie consolidé	45
5.15. Transactions avec les parties liées	48
5.16. Événements post clôture	48

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les états financiers semestriels clos au 30 juin 2018 ont été préparés conformément à l'ensemble des normes comptables applicables et donnent une image fidèle des actifs, des passifs, de la situation financière et des résultats de la société et des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion intermédiaire annexé au présent document donne une présentation fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice financier, de leur impact sur les états financiers, et des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes relatifs aux six mois restants de l'exercice financier.

5 septembre 2018

Jean-Louis Bouchard
Président d'Econocom

01

RAPPORT
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

1. SITUATION DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS

Au cours du premier semestre 2018, le groupe Econocom a poursuivi sa dynamique de croissance. Le chiffre d'affaires du groupe se monte sur le semestre à 1 319 millions d'euros, en progression de 12,8 % dont 3,8 % en organique.

Toutes les activités contribuent à la dynamique de croissance et sont en croissance organique. Les activités Services et Products & Solutions (P&S) enregistrent des croissances de respectivement 19,4 % et 40,7 % dont 4,8 % et 6,7 % en organique. De même, l'activité Technology Management Financing (TMF) affiche, sur l'ensemble du semestre, une croissance de 1,8 %, entièrement organique.

Dans les Services, la bonne dynamique des Satellites et les synergies développées au sein de la Galaxie expliquent la croissance observée. Chez P&S, le groupe profite des importants contrats conclus avec les Administrations Publiques en France ainsi que de synergies accrues avec l'activité TMF. Pour cette dernière, après une fin d'année 2017 particulièrement performante (28 % de croissance au quatrième trimestre) et un premier trimestre 2018 en baisse de 6,3 %, un rebond a été enregistré au deuxième trimestre permettant d'atteindre une croissance organique de 1,8 % sur le semestre.

Le résultat opérationnel courant¹ (ROC) du premier semestre 2018 s'établit à 34,2 millions d'euros contre 58,2 millions d'euros au premier semestre 2017. Le ROC de l'activité TMF ressort à 14,1 millions d'euros, impacté par la constatation de provisions pour 9 millions d'euros environ, par de moindres volumes de grandes opérations contributives et par l'effet dilutif sur la marge à court terme du gain de nouveaux clients. Les activités Services et P&S enregistrent quant à elles des ROC de respectivement 15 et 5 millions d'euros, en ligne avec leur niveau du premier semestre 2017.

Compte-tenu du retard pris au premier semestre, le groupe a ajusté le 5 juillet ses perspectives annuelles et s'attend désormais à réaliser un ROC de 120 millions d'euros pour l'ensemble de l'année 2018.

Par ailleurs, le groupe a constaté des charges non courantes pour une vingtaine de millions d'euros sur le semestre, consécutivement à sa décision d'accélérer la transformation du groupe et de l'activité Services France en particulier.

Enfin, le premier semestre a été marqué par les événements suivants :

- le 6 mars 2018, le groupe a émis avec succès une OCEANE pour un montant de 200 millions d'euros à échéance 2023 ; le groupe dispose ainsi de sources de financement significatives et diversifiées, notamment d'emprunts obligataires (EuroPP, Schuldschein et OCEANE) qui s'ajoutent aux lignes de crédit non tirées au 30 juin 2018 d'un montant de 230 millions d'euros dont 140 millions confirmées ;
- le 22 mars 2018, Monsieur Robert Bouchard a été nommé en qualité de Chief Executive Officer du Groupe ; il a ainsi pris la succession de Monsieur Jean-Louis Bouchard, qui demeure président du conseil d'administration.

¹ Avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition.

1.1. VARIATIONS DE PERIMETRE

Au premier semestre 2018, le groupe a procédé à deux acquisitions ciblées afin de compléter ses savoir-faire en transformation digitale et poursuivre sa politique de montée en valeur. Les opérations réalisées concernent l'activité Services.

Au cours du premier trimestre 2018, le groupe a pris le contrôle en Espagne de 60% d'Altabox, spécialiste du marketing digital et de l'enrichissement de l'expérience client sur les points de vente. Cette acquisition offre de nombreuses possibilités de synergies avec les autres compétences du groupe dans le secteur du *retail*. La société Altabox a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 9 millions d'euros.

En avril 2018, Econocom a acquis en Italie, par l'intermédiaire de sa filiale Asystel Italia, 100% de la société BDF, spécialiste des services managés dans le secteur Banques-Assurances. La société a réalisé un chiffre d'affaires de 44 millions d'euros en 2017.

1.2. OCEANE

Le 28 février 2018, le conseil d'administration d'Econocom Group SE a autorisé l'émission d'Obligations Convertibles et/ou Echangeables en Actions Nouvelles et/ou Existantes (OCEANE) d'un montant nominal de 200 millions d'euros à échéance 2023.

Le 6 mars 2018, Econocom Group SE a procédé avec succès au placement de ces OCEANE. Cette émission permet à Econocom d'accroître ses ressources financières dans un contexte de marché et de taux favorable, notamment dans le cadre du déploiement de son plan stratégique « e for excellence 2018-2022 » annoncé le 3 octobre 2017.

1.3. OPÉRATIONS SUR ACTIONS PROPRES

Le groupe possède à fin juin 8 152 562 actions propres dont 224 460 à travers d'un contrat de liquidité, soit 3,3 % du capital.

Le conseil d'administration du 17 juillet 2018 a donné mandat à son président, Jean-Louis Bouchard, pour procéder à des rachats d'actions pouvant aller jusqu'à 30 millions d'euros, représentant environ 5 % du capital du groupe. Ce programme pourra être mis en œuvre au cours des dix prochains mois en fonction des conditions de marché.

2. RÉSULTATS SEMESTRIELS

2.1. CHIFFRES CLÉS (NON AUDITÉS, EN MILLIONS D'EUROS)

Résultat	1er semestre 2018	1er semestre 2017 ajusté*	Variation
Chiffre d'affaires	1 318,8	1 168,8	12,8%
Technology management & financing	614,5	603,9	1,8%
Services	506,4	424,3	19,4%
Products & solutions	197,9	140,6	40,8%
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition (1)	34,2	58,2	-41,2%
Résultat opérationnel courant	32,1	56,1	-42,7%
Autres produits et charges non courants*	(20,4)	(10,2)	99,5%
Résultat opérationnel	11,8	45,9	-74,4%
Ajustement de la juste valeur du dérivé de l'ORNANE	-	4,1	na
Autres charges et produits financiers	(7,2)	(6,8)	-6,1%
Résultat avant impôt	4,6	43,2	-89,4
Impôts	(4,1)	(11,3)	63,5%
Résultat des activités abandonnées	-	-	-
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultat net consolidé	0,4	31,9	-98,8%
Résultat net, part des minoritaires	4,1	(0,1)	na
Résultat net, part du groupe	(3,7)	31,9	na
Résultat net récurrent, part du groupe (1)	10,9	33,0	-67,0%

(en part du groupe et en €)	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté*
Résultat net par action	(0,016)	0,140
Résultat net dilué par action	(0,016)	0,137
Résultat net récurrent par action (1)	0,046	0,144

* Le compte de résultat du premier semestre 2017 est ajusté des changements de méthodes suivants, intervenus au 1/1/18 :

- Retraitement du chiffre d'affaires réalisé en mode agent (conformément à IFRS15 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018) : l'application rétrospective de ce changement conduit à une diminution du chiffre d'affaires de 111,4 millions d'euros à la fin du premier semestre 2017 sans impact sur le résultat net (cf. § 5.1.2) ;
- Variations de valeur des dettes sur options croisées de rachat de minoritaires désormais reconnues en capitaux propres : L'application rétrospective de ce changement conduit à reclasser en capitaux propres le produit net des variations de juste valeur qui s'élevait à 1,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017.

<i>Capacité d'autofinancement, trésorerie nette et endettement net</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 publié
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt	25,2	49,3
Trésorerie nette bancaire	153,9	134,2
Endettement net comptable	(395,3)	(204,1)

<i>Capitaux propres</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté*	Variation
Capitaux propres (consolidés)	470,7	440,2	6,9%

<i>Capitalisation boursière (en unité et en euros)</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Nombre moyen d'actions en circulation	236 488 856	228 782 655
Nombre total d'actions à la clôture	245 140 430	245 140 430
Nombre d'actions en circulation à la clôture	236 987 868	236 827 286
Cours de l'action econocom au 30 juin (en euros)	4,72	7,32
Capitalisation boursière au 30 juin (en millions d'euros)	1 158	1 794

(1) Afin de faciliter le suivi et la comparabilité de ses performances opérationnelles et financières, le groupe Econocom présente deux indicateurs clés, le « Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition » et le « Résultat net part du groupe récurrent ». Ces indicateurs, non définis par les normes comptables, sont déterminés comme suit :

- *Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition (cf. rapport annuel 2017, §2.2 du rapport de gestion) :*

Cet indicateur mesure le niveau de performance opérationnelle de la période concernée après neutralisation de l'amortissement des actifs incorporels générés suite à des regroupements d'entreprises. Au 30 juin 2018, les principaux actifs incorporels résultant des regroupements d'entreprises retenus par le groupe Econocom et dont la dotation aux amortissements n'est pas prise en compte pour la détermination de cet agrégat, sont la clientèle ECS et la marque Osiatis.

- *Résultat net récurrent, part du groupe (cf. rapport annuel 2017, §2.2 du rapport de gestion) :*

Le résultat net récurrent, part du groupe, est depuis le premier semestre 2016, l'indicateur de performance retenu par Econocom pour mieux apprécier sa performance économique et financière. A fin juin 2018, il se construit comme suit :

01 RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018 publié	Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	Autres éléments non courants	1 ^{er} semestre 2018 récurrent	1 ^{er} semestre 2017 récurrent ajusté*
Chiffre d'affaires	1 318,8	-	-	1 318,8	1 168,8
Résultat opérationnel courant**	32,1	2,1	-	34,2	58,2
Autres produits et charges opérationnels non courants	(20,4)	-	20,4	-	-
Résultat opérationnel	11,8	2,1	20,4	34,2	58,2
Autres produits et charges financiers	(7,2)	-	-	(7,2)	(6,0)
Résultat avant impôt	4,6	2,1	20,4	27,0	52,2
Impôt	(4,1)	(0,7)	(7,2)	(12,1)	(19,0)
Résultat net consolidé	0,4	1,4	13,1	14,9	33,2
Résultat net, part des minoritaires	4,1	-	(0,1)	4,0	0,2
Resultat net, part du groupe	(3,7)	1,4	13,2	10,9	33,0

* voir § 5.1.2

** avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition

A partir de cet indicateur, le groupe présente aussi un « résultat net récurrent par action » qui correspond donc à ce résultat net récurrent part du groupe divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

2.2. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ DU SEMESTRE

Au premier semestre 2018, le groupe Econocom a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 1 318,8 millions d'euros contre 1 168,8 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une progression de 12,8 % dont 3,8 % organique.

Le résultat opérationnel courant (ROC) du groupe s'élève au 30 juin 2018 à 34,2 millions d'euros contre 58,2 millions d'euros un an plus tôt. La diminution du ROC porte essentiellement sur l'activité TMF.

Le résultat opérationnel du groupe est de 11,8 millions d'euros, contre 45,9 millions d'euros au 30 juin 2017. Cette évolution s'explique par l'évolution du ROC et par l'augmentation des charges opérationnelles non courantes. Celles-ci, d'un montant de 20,4 millions d'euros au 30 juin 2018 (contre 10,2 millions d'euros au 30 juin 2017) sont principalement liées à des réductions d'effectifs.

Les charges financières nettes s'élèvent à 7,2 millions d'euros, contre 6,8 millions d'euros sur le premier semestre 2017. Le résultat financier du premier semestre 2017 était également impacté par un produit de 4,1 millions d'euros correspondant à la variation de la juste valeur du dérivé de l'ORNANE suite à l'évolution du cours de l'action entre le 1^{er} janvier et la date de conversion de l'ORNANE.

Compte tenu de ces éléments, le résultat net du premier semestre 2018 est de 0,4 million d'euros au total et de (3,7) millions pour la part du groupe.

Le résultat net récurrent, part du groupe, s'élève à 10,9 millions d'euros à fin juin 2018 contre 33,0 millions d'euros à fin juin 2017.

Les fonds propres au 30 juin 2018 s'établissent à 470,7 millions d'euros à fin juin 2018 contre 480 millions d'euros à fin décembre 2017 (ajusté)**, impactés par la prise en compte du remboursement de prime d'émission de 28,4 millions d'euros prévu en août mais décidé lors de l'assemblée générale de mai 2018.

L'endettement net au 30 juin 2018 s'élève à 395,3 millions d'euros et se décompose comme suit :

<i>en millions €</i>	30 juin 2018	30 juin 2017	31 décembre 2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	278,5	215,2	237,9
Dettes bancaires et billets de trésorerie	(124,6)	(81,0)	(135,9)
Trésorerie nette bancaire*	153,9	134,2	102,0
Océane	(183,2)	-	-
Dettes obligataires non convertibles (EuroPP)	(100,9)	(100,8)	(102,1)
Dettes obligataires non convertibles (Schuldschein)	(150,1)	(150,0)	(149,7)
Dettes de crédit-bail	(7,2)	(5,7)	(4,7)
Contrats et créances cédés avec recours	(107,9)	(81,9)	(124,1)
Endettement net	(395,3)	(204,1)	(278,6)

* Trésorerie brute bancaire diminuée des lignes bancaires et des billets de trésorerie.

** Changement de méthode lié à l'application d'IFRS 9 et d'IFRS 15 au 01.01.18 (Cf. § 5.1.2.1 et § 5.1.2.2 ci-après).

La dette financière nette comptable au 30 juin 2018 représente environ 2,4 fois l'EBITDA 12 mois du groupe (l'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations nettes aux amortissements, des dotations et reprises de dépréciation d'actifs et de provisions pour risques et charges, et des pertes nettes de valeurs sur actifs courants et non courants comptabilisés en résultat opérationnel courant : voir définition détaillée dans le rapport annuel 2017, § 2.2 du rapport de gestion).

2.3. CHIFFRES CLÉS PAR ACTIVITÉ

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant (ROC) se répartissent comme suit :

Chiffre d'affaires en millions d'euros	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 retraité	Croissance totale	Croissance organique
Technology Management & Financing	614,5	603,9	1,8%	1,8%
Services	506,4	424,3	19,4%	4,8%
Products & Solutions	197,9	140,6	40,7%	6,7%
Chiffre d'affaires	1 318,8	1 168,8	12,8%	3,8%

ROC en millions d'euros	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017	Variation	ROC en % du CA S1 2018	ROC en % du CA S1 2017
Technology Management & Financing	14,1	38,1	-63,0%	2,3%	6,3%
Services	15,0	14,6	2,7%	3,0%	3,4%
Products & Solutions	5,1	5,5	-7,3%	2,6%	3,9%
Résultat opérationnel courant¹	34,2	58,2	-41,2%	2,6%	5,0%

¹ avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition

L'activité Technology Management & Financing (location) enregistre une croissance organique de 1,8% de son chiffre d'affaires sur le semestre à 614,5 millions d'euros. Après une fin d'année 2017 particulièrement performante, le premier trimestre 2018 ressortait en baisse de 6,3 %. Le rebond entamé au second trimestre a permis à l'activité de contribuer sur le semestre à la croissance organique du groupe malgré le décalage sur le second semestre de certaines opérations significatives. Le ROC de l'activité Technology Management & Financing est impacté par des provisions à hauteur de 9 millions d'euros environ. Retraité de ces provisions, il se monte à un peu plus de 23 millions d'euros en repli par rapport à l'année dernière du fait notamment d'un moindre volume de grandes opérations contributives et de l'effet dilutif sur la marge qu'exerce à court terme le gain de nouveaux clients. L'activité Services poursuit sa dynamique de croissance, avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 506,4 millions d'euros au premier semestre, en progression de 19,4 % dont 4,8 % en organique. La forte dynamique des Satellites ainsi que les synergies développées entre la Planète et les Satellites sont les principaux moteurs de cette croissance. Le lancement de nouvelles offres intégrées devrait permettre de conforter cette tendance. Le ROC de l'activité Services s'élève à 15,0 millions d'euros, en ligne avec son niveau du premier semestre 2017. L'activité Products & Solutions réalise un nouveau semestre de hausse de son chiffre d'affaires à 197,9 millions d'euros, soit 40,7 % de croissance dont 6,7 % en organique. Le groupe gagne notamment des parts de marché dans les administrations publiques et bénéficie de synergies avec l'activité TMF. Le ROC ressort à 5,1 millions d'euros, en ligne également avec son niveau du premier semestre 2017.

2.4. CHIFFRES CLÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le chiffre d'affaires par zone géographique se détaille comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté	Croissance totale
France	637,8	593,7	7,5%
Benelux	162,9	139,8	16,5%
Europe du Sud et Maroc	309,6	292,4	5,8%
Europe du Nord et de l'Est	147,2	123,5	19,2%
Amériques	61,3	19,4	216,0%
Total chiffre d'affaires	1 318,8	1 168,8	12,8%

Toutes les zones géographiques affichent des chiffres d'affaires en croissance. Son ampleur est toutefois contrastée selon les géographies, avec une performance remarquable dans la zone Amériques (croissance de +216 %), portée principalement par de grands contrats de location avec un de nos clients français aux Etats-Unis.

3. PERSPECTIVES

Compte-tenu du retard pris au premier semestre, le groupe a ajusté le 5 juillet ses perspectives.

La guidance du groupe sur l'exercice 2018 est désormais de réaliser un Résultat Opérationnel Courant de 120 millions d'euros.

4. FACTEURS DE RISQUE ET LITIGES

Les facteurs de risques décrits dans le rapport annuel 2017 n'ont pas sensiblement évolué au cours du semestre.

5. ENTREPRISES LIÉES

Il n'y a pas eu de changement significatif concernant les entreprises liées depuis la publication du rapport annuel 2017.

6. RESSOURCES HUMAINES

Le nombre de collaborateurs du groupe est de 11 068 au 30 juin 2018 contre 10 760 au 31 décembre 2017. Les effectifs progressent ainsi de 3,1 % alors que le chiffre d'affaires augmente de 12,8 %.

7. VALEUR DE L'ACTION ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

Le cours de l'action Econocom était de 4,72 € à la clôture du 29 juin 2018. L'action Econocom Group (BE0974313455- ECONB) est cotée sur NYSE Euronext à Bruxelles depuis 1986 et fait partie des indices Bel Mid et Family Business.

La structure actionnariale a évolué comme suit :

<i>en % de droits détenus</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017
Sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard	33,58 %	36,44%
Public	63,09%	59,68%
Autocontrôle	3,33%	3,89%
Total	100,00 %	100,00 %

L'évolution de la participation (indirecte) de Monsieur Jean-Louis Bouchard résulte intégralement de la cession de sept millions d'actions (soit 2,86% du capital) à son fils Monsieur Robert Bouchard, le 8 janvier 2018.

Econocom Group est informé que deux actionnaires, en dehors des Sociétés contrôlées par Monsieur Jean-Louis Bouchard, dépassent au 30 juin 2018 le seuil de participation de 5 %. Il s'agit, d'une part, de Butler Industries Benelux (et indirectement WB Finance et Monsieur Walter Butler) et, d'autre part, de la société américaine Kabouter Management LLC.

02

**ÉTATS
FINANCIERS
CONSOLIDÉS**

1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ CONDENSÉ ET RÉSULTAT PAR ACTION

Au 30 juin 2018 et au 30 juin 2017

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté*
Produits des activités poursuivies	5.3	1 318,8	1 168,8
Charges opérationnelles		(1 286,7)	(1 112,7)
<i>Coût des ventes</i>		(844,5)	(721,7)
<i>Frais de personnel</i>		(302,0)	(272,7)
<i>Charges externes</i>		(107,5)	(95,4)
<i>Dotations aux amortissements et provisions ⁽¹⁾</i>		(13,9)	(16,4)
<i>Perte nette de valeur sur actifs courants et non courants ⁽¹⁾</i>		(13,8)	(4,9)
<i>Impôts et taxes d'exploitation</i>		(7,9)	(7,3)
<i>Autres produits et charges d'exploitation</i>		3,4	4,4
<i>Résultat financier opérationnel</i>		(0,5)	1,2
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition ⁽²⁾	5.3	34,2	58,2
Résultat opérationnel courant		32,1	56,1
Autres produits et charges opérationnels non courants	5.4	(20,4)	(10,2)
Résultat opérationnel		11,8	45,9
Variation de la juste valeur de l'ORNANE	5.5	-	4,1
Autres charges et produits financiers	5.5	(7,2)	(6,8)
Résultat avant impôt		4,6	43,2
Impôts	5.6	(4,1)	(11,3)
Résultat net - Activités poursuivies		0,4	31,9
Résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat des activités abandonnées		-	-
Résultat net consolidé		0,4	31,9
Résultat net, part des minoritaires		4,1	(0,1)
Résultat net, part du groupe		(3,7)	31,9
Résultat net récurrent part du groupe ⁽³⁾		10,9	33,0

* Le compte de résultat du premier semestre 2017 est retraité des changements de méthode intervenus au 1^{er} janvier 2018, d'une part sur le traitement du chiffre d'affaires réalisé en mode agent (l'application d'IFRS15 conduit à une diminution du chiffre d'affaires S1 2017 de 111,4 millions d'euros sans impact sur le résultat net) et d'autre part sur le traitement des variations de valeur des dettes sur options croisées de rachat de minoritaires qui sont désormais reconnues en capitaux propres (produit de 1,3 millions d'euros fin S1 2017).

<i>en part du groupe et en euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté*
Résultat net par action	5.7	(0,016)	0,140
Résultat net par action dilué	5.7	(0,016)	0,137
Résultat net récurrent par action ⁽²⁾		0,046	0,144

(1) Le résultat du semestre intègre près de 10 millions d'euros de provisions sur plusieurs dossiers en litige ou en risque.

(2) Avant amortissement de la clientèle ECS et de la marque Osiatis.

(3) Le résultat net récurrent part du groupe correspond au résultat net part du groupe, retraité des éléments suivants :

- amortissements de la clientèle ECS et de la marque Osiatis, nets des effets fiscaux ;
- autres produits et charges opérationnels non courants, nets des effets fiscaux ;
- ajustement à la juste valeur du dérivé de l'ORNANE ;
- produits et charges financiers non courants, nets des effets fiscaux.

Un tableau de passage du résultat net part du groupe à ce résultat net récurrent part du groupe est fourni au paragraphe 2.1 du rapport de gestion.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté
Résultat net consolidé	0,4	31,9
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	-	-
<i>Variation de la valeur des couvertures de flux de trésorerie futurs ⁽¹⁾</i>	<i>(0,6)</i>	<i>0,7</i>
<i>Impôts différés sur la variation de la valeur des couvertures de flux de trésorerie futurs ⁽¹⁾</i>	<i>0,2</i>	<i>(0,2)</i>
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net	(0,4)	0,5
Écarts de change découlant de la conversion d'établissements à l'étranger	(0,5)	(0,9)
Autres éléments du résultat global	-	-
Résultat global total	(0,5)	31,5
Attribuable aux intérêts minoritaires	4,1	(0,2)
Attribuable au groupe	(4,6)	31,6

(1) Variation de la valeur de l'instrument de couverture de taux d'une des tranches de l'emprunt obligataire Schuldschein.

2. ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Actif

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 18	31 déc. 2017 ajusté*
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes		83,8	79,6
Écarts d'acquisition nets	5.8	625,1	598,8
Immobilisations corporelles nettes		51,9	48,4
Immobilisations financières		27,5	30,9
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	5.9	112,3	105,5
Autres créances à long terme		12,4	12,5
Impôts différés actifs		26,7	21,2
Total actifs non courants		939,6	896,9
Actifs courants			
Stocks	5.10	83,6	49,1
Clients et autres débiteurs	5.10	1 171,1	1 118,4
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	5.9	41,8	35,9
Actifs d'impôts courants		11,5	9,2
Autres actifs courants	5.10.2	67,1	77,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.11	278,5	237,9
Total actifs courants		1 653,6	1 527,5
Total actif		2 593,2	2 424,4

* Changement de méthode lié à l'application d'IFRS 9 et d'IFRS 15 au 01.01.18 (Cf. § 5.1.2.1 et § 5.1.2.2).

Passif

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30 juin 18	31 déc. 2017 ajusté*
Capital	5.12	23,5	23,5
Primes et réserves		334,3	267,7
Résultat de la période - part du groupe		(3,7)	86,4
Total capitaux propres - part du groupe		354,1	377,6
Intérêts minoritaires		116,6	102,4
Total capitaux propres	5.12	470,7	480,0
Passifs non courants			
Emprunts obligataires	5.11	427,7	246,6
Dettes financières	5.11	66,5	93,5
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	5.9	64,8	59,6
Provisions	5.13	2,1	1,1
Provisions pour retraites et engagements assimilés		46,7	45,7
Autres dettes		107,0	99,1
Impôts différés passifs		5,0	9,5
Total passifs non courants		719,7	555,1
Passifs courants			
Emprunts obligataires	5.11	6,5	5,3
Dettes financières	5.11	173,3	171,2
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	5.9	22,6	17,9
Provisions	5.13	40,3	41,2
Passifs d'impôts courants		17,6	17,1
Fournisseurs et autres créditeurs courants	5.10.3	982,3	960,0
Autres passifs courants	5.10.3	160,3	176,6
Total passifs courants		1 402,8	1 389,3
Total passif		2 593,2	2 424,4

* Changement de méthode lié à l'application d'IFRS 9 et d'IFRS 15 au 01.01.18 (Cf. § 5.1.2.1 et § 5.1.2.2).

3. ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Au 30 juin 2017 et au 30 juin 2018

<i>en millions d'euros</i>	Nombre d'actions ⁽¹⁾	Capital social	Primes liées au capital	Actions d'autocontrôle	Autres Réserves	Autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables au groupe	Capitaux propres attribuables aux intérêts minoritaires	Total
Solde au 1er janvier 2017	225 038 574	21,6	169,4⁽²⁾	(50,5)	68,0	(7,1)	201,4	77,6	279,0
Résultat de la période ajusté ⁽³⁾	-	-	-	-	31,9	-	31,9	(0,1)	31,9
Autres éléments du résultat global, après impôt sur le résultat	-	-	-	-	-	(0,3)	(0,3)	(0,1)	(0,4)
Résultat global total au premier semestre 2017 ajusté ⁽³⁾	-	-	-	-	31,9	(0,3)	31,6	(0,2)	31,5
Comptabilisation des paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	0,5	-	0,5	-	0,5
Remboursement des primes d'émission (versé en août)	-	-	(24,5)	-	0,8	-	(23,7)	-	(23,7)
Conversion de l'ORNANE	20 101 856	1,9	108,1	-	29,4	-	139,4	-	139,4
Cessions de titres d'autocontrôle adossées à des rachats d'ORNANE	-	-	-	18,7	17,6	-	36,3	-	36,3
Autres mouvements nets de titres d'autocontrôle	-	-	-	(19,1)	(1,0)	-	(20,1)	-	(20,1)
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires - comptabilisation initiale	-	-	-	-	(0,3)	-	(0,3)	-	(0,3)
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires - variation de valeur	-	-	-	-	0,7	-	0,7	0,6	1,3
Autres opérations et opérations affectant les participations minoritaires	-	-	-	-	7,3	-	7,3	(10,9)	(3,6)
Solde au 30 juin 2017 ajusté ⁽³⁾	245 140 430	23,5	253,0	(50,9)	154,9	(7,4)	373,1	67,1	440,2

(1) Après split des actions Econocom Group approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 2017.

(2) L'écart de 16,7 millions d'euros entre la prime d'émission des comptes statutaires d'Econocom Group et les primes liées au capital des comptes consolidés IFRS est expliqué par une différence de méthode dans la valorisation des titres Osiatis lors des différentes phases de prise de contrôle de ce groupe au cours de l'exercice 2013.

(3) Ajusté du changement de méthode comptable sur les variations de juste valeur des dettes sur options croisées d'engagement de rachat des intérêts minoritaires désormais reconnues en capitaux propres : l'application rétrospective de ce changement conduit à reclasser en capitaux propres le produit net des variations de juste valeur qui s'élevait au 30 juin 2017 à 1,3 millions d'euros.

02 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

<i>en millions d'euros</i>	Nombre d'actions	Capital social	Primes liées au capital	Actions d'autocontrôle	Autres Réserves	Autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables au groupe	Capitaux propres attribuables aux intérêts minoritaires	Total
Solde au 31 décembre 2017 publié	245 140 430	23,5	253,0 ⁽²⁾	(58,1)	171,0	(8,6)	380,8	102,4	483,2
Impact IFRS 9 dépréciation des créances					(3,2)		(3,2)		(3,2)
Solde au 1er janvier 2018 ajusté ⁽¹⁾	245 140 430	23,5	253,0	(58,1)	167,8	(8,6)	377,6	102,4	480,0
Résultat de la période	-	-	-	-	(3,7)	-	(3,7)	4,1	0,4
Autres éléments du résultat global, après impôt sur le résultat	-	-	-	-	-	(0,9)	(0,9)	-	(0,9)
Résultat global total au premier semestre 2018	-	-	-	-	(3,7)	(0,9)	(4,6)	4,1	(0,5)
Comptabilisation des paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	0,8	-	0,8	-	0,8
Remboursement de primes d'émission (versé en août)	-	-	(29,4)	-	1,0	-	(28,4)	-	(28,4)
OCEANE composante capitaux propres	-	-	16,7	-	-	-	16,7	-	16,7
Mouvements nets de titres d'autocontrôle	-	-	-	9,1	(5,6)	-	3,5	-	3,5
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires – Comptabilisation initiale	-	-	-	-	(10,5)	-	(10,5)	-	(10,5)
Options croisées d'engagements de rachats des minoritaires – Variation de valeur	-	-	-	-	(1,1)	-	(1,1)	-	(1,1)
Intérêts minoritaires des acquisitions de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	10,3	10,3
Autres opérations et opérations affectant les participations minoritaires	-	-	-	-	0,2	-	0,2	(0,2)	(0,0)
Solde au 30 juin 2018	245 140 430	23,5	240,3	(49,0)	148,9	(9,5)	354,1	116,6	470,7

(1) Changement de méthode lié à l'application d'IFRS 9 au 01.01.18 (Cf . § 5.1.2.1 et § 5.1.2.2).

(2) L'écart de 16,7 millions d'euros entre la prime d'émission des comptes statutaires d'Econocom Group et les primes liées au capital des comptes consolidés IFRS est expliqué par une différence de méthode dans la valorisation des titres Osiatis lors des différentes phases de prise de contrôle de ce groupe au cours de l'exercice 2013.

4. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Au 30 juin 2018 et au 30 juin 2017

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté*
Résultat net consolidé		0,4	31,9
Élimination du résultat des sociétés mises en équivalence	5.14.1.1	-	-
Provisions, dépréciations et amortissements	5.14.1.1	23,8	21,1
Variation de la juste valeur du dérivé de l'ORNANE		-	(4,1)
Élimination de l'impact des intérêts résiduels donnés en location	5.14.1.1	(10,4)	(16,6)
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie	5.14.1.1	0,8	-
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		14,6	32,2
Charge d'impôt constatée	5.6	4,1	11,3
Coût de l'endettement financier net		6,5	5,8
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (a)		25,2	49,3
Variation du besoin en fonds de roulement (b), dont :		(105,4)	(117,6)
Investissements dans les contrats TMF autoportés	5.14.1.2	(53,2)	(11,8)
Autres variations du BFR		(52,2)	(105,8)
Impôt décaissé avant imputation des crédits d'impôts (c)		(16,0)	(13,8)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (a+b+c=d)	5.14.1	(96,2)	(82,1)
<i>Dont flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées</i>			-
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5.14.2	(23,0)	(18,4)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		0,1	0,2
Acquisitions d'immobilisations financières		(1,7)	(0,7)
Cessions d'immobilisations financières		0,4	0,3
Acquisitions de sociétés et d'activités, nette de la trésorerie acquise	5.14.2	(6,3)	(25,9)
Cessions de sociétés et d'activités, nette de la trésorerie acquise		-	-
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (e)	5.14.2	(30,5)	(44,5)
<i>Dont flux de trésorerie liés aux activités d'investissement abandonnées</i>			

* Changement de méthode lié à l'application d'IFRS 9 et d'IFRS 15 au 01.01.18 (Cf. § 5.1.2.1 et § 5.1.2.2)

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1er semestre 2017 ajusté*
OCEANE - Émission d'emprunts obligataires convertibles		183,3	-
OCEANE - Composante capitaux propres		16,7	-
Exercice de stock-options		3,7	-
Rachats et remboursement d'ORNANE	5.11	-	(38,8)
Cessions d'actions propres adossées aux rachats d'ORNANE		-	36,5
Autres rachats d'actions propres (nets des cessions)		(0,2)	(20,0)
Rémunérations des actionnaires décaissées au cours de la période		(0,4)	-
Variation des dettes de refinancement sur les contrats de location	5.11	(22,7)	6,4
Augmentation des dettes financières non courantes		1,9	3,1
Remboursement des dettes financières non courantes		(17,0)	(2,1)
Augmentation des dettes financières courantes		23,0	21,5
Remboursement des dettes financières courantes		(10,5)	(8,5)
Intérêts décaissés (1)		(9,1)	(8,7)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (f)	5.14.3	168,7	(10,6)
<i>Dont flux de trésorerie liés aux activités de financement abandonnées</i>			
Incidence des différences de change sur la trésorerie (g)		(0,1)	0,2
Incidence de la trésorerie nette d'ouverture des activités abandonnées (h)		-	-
Variation de la trésorerie nette (d+e+f+g+h)		41,9	(137,0)
Trésorerie nette au début de l'exercice (1)	5.11	232,9	348,5
Variation de la trésorerie		41,9	(137,0)
Trésorerie nette à la clôture de la période (1)	5.11	274,8	211,5

(1) Y compris frais d'émission de l'OCEANE

(2) Nette des découverts bancaires : 3,8 millions d'euros au 30 juin 2018 et 3,7 millions d'euros au 30 juin 2017.

Les principaux mouvements de l'état des flux de trésorerie consolidés sont expliqués dans la note 5.14.

5. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

5.1. METHODES COMPTABLES

5.1.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ ET BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés simplifiés pour le semestre clos au 30 juin 2018 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 (Information Financière Intermédiaire) et au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2018 ⁽¹⁾.

Les états financiers consolidés simplifiés du groupe Econocom intègrent les états financiers de la société Econocom Group SE et de ses filiales. Ils sont présentés en millions d'euros. Les arrondis à la décimale la plus proche peuvent, dans certains cas de figure, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration du 5 septembre 2018 et ne font pas fait l'objet d'une revue de la part des commissaires aux comptes.

Les comptes intermédiaires suivent des règles et méthodes comptables identiques à celles adoptées pour les comptes annuels établis au 31 décembre 2017, telles que détaillées dans le rapport annuel 2017, à l'exception des points décrits dans le paragraphe 5.1.2.1 ci-après et relatifs aux normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ils satisfont aux dispositions en matière de contenu et d'informations à fournir, définies dans la norme IAS 34, et, par conséquent, doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos au 31 décembre 2017 tels que publiés dans le rapport annuel 2017.

Les particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires sont les suivantes :

5.1.1.1. Méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires

5.1.1.1.1. Provisions pour engagements postérieurs à l'emploi

La charge du semestre au titre des engagements postérieurs à l'emploi est calculée sur la base des évaluations actuarielles réalisées à la fin de l'exercice précédent. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus au cours du semestre.

5.1.1.1.2. Impôt sur le résultat

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période, entité fiscale par entité fiscale, le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année en cours. Cette charge est, le cas échéant, ajustée des incidences fiscales liées aux éléments à caractère exceptionnel de la période.

⁽¹⁾ Disponibles sur le site : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

5.1.1.1.3. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de perte de valeur à chaque clôture annuelle selon la méthode décrite dans la note 9.3 des comptes consolidés présentés dans le rapport annuel 2017, ainsi qu'à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

5.1.1.2. Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés simplifiés du groupe Econocom implique que le groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne des hypothèses jugées réalistes ou raisonnables. Certains faits ou circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres ou résultat net du groupe.

De façon générale, les principales méthodes comptables impliquant de recourir à des estimations sont les suivantes :

- dépréciation des écarts d'acquisition,
- évaluation des intérêts résiduels (pour l'activité Technology Management & Financing),
- évaluation des provisions.

À la date à laquelle les états financiers consolidés simplifiés ont été examinés par le conseil d'administration, celui-ci considère que ces estimations intègrent dans la mesure du possible toutes les informations dont il dispose.

5.1.2. NORMES COMPTABLES NOUVELLES ET AMENDÉES, ET INTERPRÉTATIONS

5.1.2.1. Normes & interprétations d'application obligatoire à partir du 01/01/2018

5.1.2.1.1. IFRS 9 - Instruments financiers

La norme IFRS 9 est applicable à compter du 1^{er} janvier 2018 et remplace la norme IAS 39. Elle modifie le classement et l'évaluation des actifs financiers et instaure un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues.

L'application de cette norme impacte la méthodologie de dépréciation des créances retenue par le groupe. Il n'y a pas de conséquence sur la classification des actifs financiers ou sur la comptabilisation des couvertures.

En conséquence, le groupe a modifié comme suit ses règles et méthodes comptables :

Dépréciations des créances :

Dans un premier temps, les créances sont dépréciées en tenant compte des pertes de crédit attendues si elles sont significatives :

- les créances à court-terme (essentiellement sur l'activité Services et Produits & Solutions) sont dépréciées sur la base d'un risque moyen observé de défaillance ; cette approche est effectuée en fonction des taux de défaillance constatés par chacune des filiales du groupe séparément ;
- Les créances à long-terme (il s'agit essentiellement des créances de l'activité TMF) sont dépréciées en prenant en compte le profil de risque du client, la valeur des actifs sous-jacents et une probabilité d'occurrence.

Dans un deuxième temps, s'il y a un doute sérieux concernant leur recouvrabilité, les créances sont dépréciées à hauteur du montant irrécouvrable.

5.1.2.1.2. IFRS 15 - Reconnaissance du revenu

IFRS 15 est applicable à compter du 1^{er} janvier 2018 et remplace les normes IAS 11, IAS 18 et les interprétations IFRIC et SIC associées. IFRS15 traite de la reconnaissance des produits des activités ordinaires et introduit un nouveau modèle de comptabilisation de ces produits. Cette norme repose sur le principe général de reconnaissance du chiffre d'affaires lors du transfert au client du contrôle d'un bien ou d'un service.

L'analyse par activité, effectuée par le groupe en préparation de l'introduction de cette nouvelle norme, est présentée dans le § 1.1.2.2. des comptes consolidés 2017. Les résultats de cette analyse :

- confirment que le modèle actuel retenu par le groupe pour la reconnaissance de sa marge n'est pas remis en cause ;
- conduisent surtout à considérer qu'Econocom agit en tant qu'agent et non en tant que principal pour certaines transactions de négoce chez Products & Solutions et chez Services.

En conséquence, le groupe a modifié comme suit ses règles et méthodes comptables :

Reconnaissance du chiffre d'affaires

La méthode de comptabilisation du chiffre d'affaires varie selon la nature des obligations de prestations du contrat dans lequel les entités du groupe sont engagées auprès de leur client. Les obligations de prestation correspondent aux biens ou services promis dans le contrat.

L'obligation de prestation constitue l'unité de compte pour la reconnaissance du revenu : le prix du contrat est alloué à chaque obligation de prestation individuelle, et un rythme de reconnaissance du revenu est déterminé pour chaque obligation de prestation.

Econocom comptabilise un chiffre d'affaires lorsqu'il a satisfait (ou à mesure qu'il satisfait) une obligation de prestation en fournissant au client le bien ou le service promis.

Une obligation de prestation est remplie lorsque le contrôle du bien ou du service est transféré au client. Ce transfert peut se faire à un moment précis ou progressivement. Les produits des activités ordinaires du groupe sont reconnus :

- à l'avancement dès lors qu'une des conditions ci-dessous est remplie :
 - le client bénéficie des avantages du service au fur et à mesure de la performance du vendeur,
 - le client contrôle l'actif au fur et à mesure de sa contribution,

- l'actif final n'a pas d'utilité alternative pour le vendeur et le vendeur a un droit à paiement pour les travaux réalisés à date.

- en totalité à une date spécifique, c'est-à-dire à l'achèvement, dans les autres cas.

Application aux différentes activités du groupe

Ventes de biens (principalement chez Products & Solutions)

Le revenu est reconnu au moment de la livraison et du transfert de propriété, lorsque sont remplies les conditions suivantes :

- le groupe a transféré à l'acheteur les risques et avantages principaux liés à la propriété des biens ;
- le groupe n'est plus impliqué ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens vendus.

Ventes de location-financement (chez Technology Management & Financing)

Conformément à la norme IAS 17, les modalités de reconnaissance des revenus diffèrent selon le type de contrat (cf. § 4.1.2 des comptes consolidés 2017). Ces modalités ne sont pas modifiées jusqu'à l'entrée en vigueur d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019.

Ventes de prestations de services (principalement chez Services)

On distingue les types de contrats et d'activités suivants :

- *Contrats d'infogérance* : ces contrats sont découpés entre phase de constructions (*Build*) et phase opérationnelle (*Run*), lorsque les livrables sont distincts ; le revenu de ces deux phases est reconnu à l'avancement au fur et à mesure du transfert du contrôle. Pour apprécier le caractère séparable de la phase de « *Build* », celle-ci doit être représentative d'une prestation de service dont le client peut retirer des avantages distinctement de la prestation de « *Run* ». Si ce n'est pas le cas, le revenu ne peut être reconnu qu'au fur et à mesure de l'exécution des prestations de services récurrentes et les coûts de la phase de « *Build* » doivent être capitalisés s'ils créent une ressource qui servira à l'exécution future des prestations de services.

- *Activités de maintenance opérées par Econocom* : le revenu est reconnu à l'avancement ;

- *Activités de mise à disposition de personnel en régie* : le revenu est reconnu au temps passé ;

- *Activités de développement applicatif au forfait* : la règle de l'avancement s'applique et le revenu est reconnu au fur et à mesure du transfert du contrôle ;

- *Projets d'installation d'infrastructure* : dans la mesure où le transfert du contrôle s'opère progressivement, le revenu est reconnu à l'avancement des coûts.

Pour certains contrats au forfait prévoyant plusieurs obligations de prestations, le prix de transaction peut parfois être réalloué, au cas par cas, aux différentes obligations pour tenir compte de la valeur économique réelle des prestations exécutées (qui peut être différente de la valeur contractuelle).

Dans le cadre des contrats à exécution successive, le chiffre d'affaires et le résultat sont constatés à l'avancement selon la méthode qui reflète le mieux le transfert des biens et services au client. Ce principe entraîne l'enregistrement comptable de factures à établir ou de produits constatés d'avance lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux. Une provision pour perte à terminaison est enregistrée en provision pour risque lorsque le prix de revient d'un projet est supérieur au chiffre d'affaires prévisionnel.

Distinction entre « agent » et « principal »

Dans le cadre de ses activités, le groupe peut être amené à revendre des matériels, logiciels et prestations de services achetés à des tiers. Pour la fourniture de ces biens et services, Econocom peut agir soit en tant que principal, soit en tant qu'agent.

Econocom est défini comme principal si son « obligation de performance » est de fournir directement les biens ou services. Cela implique qu'Econocom a le contrôle du bien ou du service avant qu'il ne soit transféré au client.

Econocom est défini comme agent si son « obligation de prestation » consiste à prendre les dispositions voulues pour qu'un tiers fournisse les biens ou les services au client. Dans ce cas, Econocom n'a pas le contrôle sur les biens et services avant qu'ils ne soient transférés au client.

La distinction entre agent et principal a un impact sur la présentation du chiffre d'affaires qui sera constaté :

- en brut quand Econocom est principal ;
- en net des coûts de ventes lorsqu'Econocom agit en tant qu'agent.

Présentation bilancielle

Les prestations de services en cours à la clôture de l'exercice sont comptabilisées en factures à établir et valorisées au prix de vente. Si ces factures à établir constituent un droit inconditionnel à une contrepartie, c'est-à-dire si l'écoulement du temps suffit à rendre le paiement de la contrepartie exigible, ces factures à établir constituent des créances. Dans les autres cas, il s'agit d'actifs du contrat. Elles sont classées en « Clients et autres débiteurs ».

Les paiements d'avances reçus des clients et les produits constatés d'avance constituent les passifs du contrat. Ils sont classés en « Autres passifs courants ».

Les coûts d'exécution des contrats correspondent aux coûts affectés directement à un contrat client et non encore refacturés. Il peut s'agir par exemple de stocks en transit dédiés, de coûts affectés aux obligations de prestations, de frais de transition dans les contrats d'infogérance ou de coûts marginaux d'obtention des contrats (ie. coûts qu'Econocom n'aurait pas encourus s'il n'avait pas obtenu le contrat). Tous ces coûts sont activés si Econocom s'attend à les recouvrer. Ces coûts capitalisés sont alors classés en « Autres actifs courants ».

5.1.2.2. Présentation des impacts sur les états financiers de l'application d'IFRS 9 et IFRS 15

5.1.2.2.1. IFRS 9

Le modèle de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes attendues a conduit à revoir à la hausse le niveau de dépréciation chez TMF et Services.

Econocom a retenu la méthode rétrospective modifiée pour l'application d'IFRS 9, c'est-à-dire que seuls les capitaux propres et les contreparties au bilan seront retraités au 1^{er} janvier 2018 pour tenir compte de cette augmentation des provisions pour dépréciation. Les impacts bilanciels correspondants sont présentés au § 5.1.2.2.3.

02 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

5.1.2.2.2. IFRS 15

Econocom a retenu la méthode rétrospective complète pour l'application d'IFRS 15. Les résultats des analyses effectuées par le groupe :

- confirment que le modèle actuel du groupe pour la reconnaissance de sa marge n'est pas remis en cause par IFRS 15 ; par conséquent, les impacts de la première application de cette norme ne sont pas significatifs ;
- conduisent à considérer qu'Econocom agit en tant qu'agent et non en tant que principal pour certaines transactions chez Products & Solutions et Services ; les impacts sur les états financiers 2017 sont détaillés ci-dessous.

Impacts sur le compte de résultat au 30 juin 2017

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2017 publié	Impact IFRS 15 rôle agent principal	30 juin 2017 ajusté
Produits des activités poursuivies	1 280,2	(111,4)	1 168,8
Coût des ventes	(833,0)	111,4	(721,7)
Autres éléments du résultat opérationnel courant	(391,1)		(391,1)
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition	58,2	-	58,2
Résultat opérationnel courant	56,1	-	56,1

Impacts sur l'information sectorielle au 30 juin 2017

<i>en millions d'euros</i>	Technology Management & Financing	Services	Products & Solutions	Total des secteurs opérationnels	Total
30.06.2017 Chiffre d'affaires Publié	603,9	430,1	246,2	1 280,2	1 280,2
Impact IFRS 15 Rôle agent principal		(5,8)	(105,6)	(111,4)	(111,4)
30.06.2017 Chiffre d'affaires Ajusté	603,9	424,3	140,6	1 168,8	1 168,8
Chiffre d'affaires interne opérationnel	8,3	38,7	46,2	93,2	93,2
Total - Revenus des secteurs opérationnels – Ajusté	612,2	463,0	186,8	1 262,0	1 262,0

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2017 publié	Impact IFRS 15 Rôle agent principal	30 juin 2017 ajusté
France	675,2	(81,5)	593,7
Benelux	169,4	(29,6)	139,8
Europe du Sud et Maroc	292,7	(0,3)	292,4
Europe du Nord et de l'Est	123,5	-	123,5
Amériques	19,4	-	19,4
Total	1 280,2	(111,4)	1 168,8

5.1.2.2.3. *Présentation bilancielle des impacts IFRS 9 et IFRS 15*

Dans le bilan (état de la situation financière consolidée), l'appellation « 31 décembre 2017 ajusté » regroupe par simplification les reclassements au titre d'IFRS 9 selon la méthode rétrospective modifiée (même si ces reclassements sont effectifs à partir du 1er janvier 2018) et ceux liés à l'application rétrospective complète d'IFRS15.

Le bilan ajusté au 31 décembre 2017 se construit donc ainsi :

Actif en millions d'euros	31 déc. 2017 publié	Impact IFRS 9 Dépréciation des créances clients (rétrospectif modifié)	Reclassement IFRS 15 (rétrospectif)	31 déc. 2017 ajusté
Total Actifs non courants	895,9	1,0 (a)		896,9
Stocks	63,9		-14,8 (c)	49,1
Clients et autres débiteurs	1 122,6	(4,2) (b)	-	1 118,4
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	35,9	-	-	35,9
Actifs d'impôts courants	9,2	-	-	9,2
Autre actifs courants	62,2	-	14,8 (c)	77,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	237,9	-	-	237,9
Total Actifs courants	1 531,8	(4,2)	-	1 527,5
Total Actifs	2 427,7	(3,2)	-	2 424,4

(a) Impact impôts différés actifs du retraitement IFRS 9 de la dépréciation des créances clients.

(b) Retraitement IFRS9 de la dépréciation des créances clients.

(c) Reclassement de stocks en transit et travaux en cours affectés à des contrats dans la catégorie « coûts d'exécution du contrat » en « autres actifs courants ».

Passif en millions d'euros	31 déc. 2017 publié	Impact IFRS 9	Reclassement IFRS 15	31 déc. 2017 ajusté
Capitaux propres	483,2	(3,2)	-	480,0
Total Passifs non courants	555,1	-	-	555,1
Emprunts obligataires	5,3	-	-	5,3
Dettes financières	171,2	-	-	171,2
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	17,9	-	-	17,9
Provisions	41,2	-	-	41,2
Passifs d'impôts courants	17,2	-	-	17,1
Fournisseurs et autres créiteurs courant	961,1	-	(1,1) (d)	960,0
Autres passifs courants	175,5	-	1,1 (d)	176,6
Total Passifs courants	1 389,4	-	-	1 389,3
Total Passifs	2 427,7	(3,2)	-	2 424,4

(d) Les avances reçues sont reclassées dans les « passifs du contrats ». Ce poste est classé dans les autres « passifs courants ».

5.1.2.3. Normes & interprétations adoptées par l'IASB mais non applicables au 30 juin 2018

Le groupe n'a anticipé aucune des normes et interprétations ci-dessous :

5.1.2.3.1. *IFRS 16 - Contrats de location (applicable au 1er janvier 2019)*

IFRS 16 remplace les normes IAS 17 et les interprétations IFRIC et SIC associées et établit de nouvelles directives quant au traitement des contrats de location. Le groupe a initié un projet pour se préparer à la mise en application de cette nouvelle norme.

La quasi-totalité des opérations qu'Econocom réalise en tant que bailleur correspond à des contrats de location-financement et Econocom agit comme bailleur-distributeur. Dans ces cas, aucun changement comptable n'est attendu.

Certaines opérations, de type *sale & leaseback*, seront traitées :

- en appliquant IFRS 9 (à laquelle IFRS16 renvoie) lorsque les conditions pour reconnaître, entre le preneur et Econocom, une cession au sens d'IFRS 15 ne sont pas remplies ;
- en appliquant IFRS 16 (location financière directe) si la cession du bien par le preneur à Econocom satisfait aux critères d'IFRS 15.

Dans les deux cas, Econocom comptabilisera un actif financier ; le chiffre d'affaires ne sera pas reconnu à la date de la transaction et un produit financier opérationnel enregistré tout au long de la durée du contrat de location sur base du taux implicite de l'opération.

En cas de cession sans recours du contrat de *sale & leaseback* à un refinancier, seule la marge correspondante sera reconnue à la date de cession.

Les impacts sont en cours d'évaluation et seront indiqués dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018.

Le principal impact attendu porte donc sur certaines opérations de *sale & leaseback* ne faisant pas l'objet d'un refinancement sans recours pour lesquelles la marge sera étalée sur la durée du contrat à compter du 1^{er} janvier 2019. Le portefeuille de contrats de *sale & leaseback* non refinancés sans recours représente une part peu significative du portefeuille de contrats de location du groupe au 30 juin 2018.

Pour Econocom en tant que preneur, l'ordre de grandeur de l'impact sur le bilan (augmentation des immobilisations et des dettes financières) lié à la première application d'IFRS 16 peut être apprécié au travers du montant des engagements fermes de location au 31 décembre 2017 (voir rapport annuel 2017 § 20.5 des États financiers consolidés).

5.1.2.3.2. IFRIC 23 – positions fiscales incertaines (applicable au 1er janvier 2019)

IFRIC 23 clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat :

- en proposant de recourir au jugement professionnel pour apprécier s'il faut considérer les incertitudes fiscales une à une ou collectivement ;
- en comptabilisant cette position fiscale incertaine pour le montant le plus probable ou la valeur attendue.

Les impacts sont en cours d'évaluation.

5.1.3. CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Econocom n'a procédé à aucun changement de méthode comptable depuis le 31 décembre 2017 en dehors des obligations imposées par les nouvelles normes IFRS 9 et IFRS 15 applicables au 1^{er} janvier 2018.

Pour rappel, le groupe avait procédé fin 2017 à un changement de méthode comptable sur le traitement des variations de valeur des dettes sur options croisées de rachat de minoritaires (*puts* et *calls*, cf. § 1.2.2 des comptes consolidés 2017). Ces variations sont désormais reconnues en capitaux propres. L'application rétrospective de ce changement conduit à reclasser en capitaux propres le produit net des variations de juste valeur qui s'élevait à 1,3 millions d'euros au 30 juin 2017 (comme au 31 décembre 2017).

5.2. VARIATION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU PREMIER SEMESTRE 2018

5.2.1. ACQUISITIONS OU ENTRÉES AU CAPITAL

Au cours du premier semestre 2018, Econocom a pris le contrôle de deux entités permettant de compléter son savoir-faire en transformation digitale et de poursuivre sa politique de montée en valeur.

Activité Services

Au cours du premier trimestre 2018, le groupe a acquis en Espagne 60 % d'Altabox, spécialiste du marketing digital et de l'enrichissement de l'expérience client sur les points de vente. Cette acquisition offre de nombreuses possibilités de synergies avec les autres compétences du groupe dans le secteur du *retail*. La société Altabox a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 9 millions d'euros.

En avril 2018, Econocom a acquis en Italie 100 % de la société BDF, spécialiste des services managés dans le secteur banques et assurances. La société a réalisé un chiffre d'affaires de 44 millions d'euros en 2017.

Le coût d'acquisition des quotes-parts acquises pour ces deux opérations s'élève à 20,6 millions d'euros.

La norme IFRS 3 révisée prévoit une période d'évaluation qui s'étend sur un an à partir de la date d'acquisition et au cours de laquelle le groupe peut ajuster ces valeurs provisoires de *goodwill* (cf. § 9 des comptes consolidés du rapport annuel 2017). Par ailleurs, la méthode du *goodwill* complet a été appliquée à toutes les transactions de la période pour lesquelles le groupe n'a pas acquis la totalité du capital.

Le montant total des écarts d'acquisition, en appliquant la méthode du *goodwill* complet, reconnu sur le semestre au titre de acquisitions Altabox et BDF s'élève à 26,7 millions d'euros.

Les décaissements (net de la trésorerie acquise) au titre de toutes ces acquisitions s'élèvent à 5,6 millions d'euros (cf. ci-après § 5.14.2).

5.2.2. VARIATION DU POURCENTAGE D'INTÉRÊT

Il n'y a pas de variation significative sur la période.

5.3. INFORMATION SECTORIELLE

L'activité du groupe se décompose en 3 secteurs d'activités opérationnels :

- Technology Management & Financing (TMF) ;
- Services ;
- Products & Solutions (P&S).

Chiffres d'affaires et résultats sectoriels

Les transactions internes concernent :

- des ventes de biens et services : le groupe s'assure que ces transactions sont conclues à des conditions de marché et qu'aucun montant significatif de marge interne n'est stocké ; dans la plupart des cas, les biens et services internes achetés sont à leur tour revendus à un client externe ;
- des refacturations de frais de structure et de personnel ;
- des refacturations de frais financiers.

Le résultat sectoriel du groupe est le « Résultat opérationnel courant des activités ». Ce résultat sectoriel, retenu pour l'application d'IFRS 8, est l'indicateur utilisé en interne pour évaluer les performances des entités opérationnelles et allouer les ressources.

Le « résultat opérationnel courant des activités » correspond au résultat opérationnel avant les autres charges et produits opérationnels non courants et l'amortissement des actifs incorporels issus d'opérations de croissance externe (clientèle ECS et marque Osiatiss).

5.3.1. INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ OPÉRATIONNEL

La contribution aux comptes du groupe de chaque secteur d'activité opérationnel est présentée ci-après (en millions d'euros) :

<i>en millions d'euros</i>	Technology Management & Financing	Services	Products & Solutions	Total
1^{ER} SEMESTRE 2018				
Chiffre d'affaires avec les clients externes	614,5	506,4	197,9	1 318,8
Chiffre d'affaires interne	4,2	46,5	82,9	133,6
Total - Revenus des secteurs opérationnels	618,7	552,9	280,8	1 452,4
Résultat opérationnel courant des activités	14,1	15,0	5,1	34,2
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	(1,0)	(1,1)	-	(2,1)
Résultat opérationnel courant des activités	13,1	13,9	5,1	32,1
1^{ER} SEMESTRE 2017 ajusté *				
Chiffre d'affaires avec les clients externes	603,9	424,3	140,6	1 168,8
Chiffre d'affaires interne	8,3	38,7	46,2	93,2
Total - Revenus des secteurs opérationnels	612,2	463,0	186,8	1 262,0
Résultat opérationnel courant des activités	38,1	14,6	5,5	58,2
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	(1,0)	(1,1)	-	(2,1)
Résultat opérationnel courant des activités	37,1	13,5	5,5	56,1

*Le chiffre d'affaires du premier semestre 2017 est retraité du changement de méthode intervenu au 1/1/18 relatif au traitement du chiffre d'affaires réalisé en mode agent (l'application d'IFRS15 conduit à une diminution du chiffre d'affaires S1 2017 de 111,4 M€ sans impact sur le résultat net).

5.3.2. CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 - ajusté	Variation
France	637,8	593,7	7,5%
Benelux	162,9	139,8	16,5%
Europe du Sud et Maroc	309,6	292,4	5,8%
Europe du Nord et de l'Est	147,2	123,5	19,2%
Amériques	61,3	19,4	216,0%
Total	1 318,8	1 168,8	12,8%

5.4. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté*
Coûts liés à des réorganisations	(15,3)	(9,9)
Coûts liés à des acquisitions	(0,9)	(1,0)
Autres charges	(4,5)	-
Autres charges opérationnelles non courantes	(20,7)	(10,9)
Autres produits	0,3	0,7
Autres produits opérationnels non courants	0,3	0,7
Total	(20,4)	(10,2)

* Ajusté du changement de méthode comptable sur les variations de juste valeur des dettes sur options croisées d'engagement de rachat des intérêts minoritaires désormais reconnues en capitaux propres : l'application rétrospective de ce changement conduit à reclasser en capitaux propres le produit net des variations de juste valeur qui s'élevait au 30 juin 2017 à 1,3 millions d'euros.

Au premier semestre 2018, les coûts liés aux réorganisations, nets des reprises de provisions, s'élèvent à 15,3 millions d'euros et concernent toutes les activités du groupe et en premier lieu l'activité Services en France.

5.5. RÉSULTAT FINANCIER

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017
Produits financiers	0,2	0,3
Charges d'intérêts sur emprunts obligataires	(4,3)	(3,6)
Coût de rachats des ORNANE ⁽¹⁾	-	(0,3)
Amortissement accéléré des frais d'émission des ORNANE ⁽¹⁾	-	(0,5)
Charges de dettes long terme	(0,3)	(0,2)
Composante financière des engagements de retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi	(0,3)	(0,3)
Intérêts sur financements à court terme	(0,8)	(0,7)
Charges financières d'affacturage	(1,4)	(1,3)
Autres charges financières	(0,3)	(0,2)
Charges financières	(7,4)	(7,1)
Autres produits et charges financiers	(7,2)	(6,8)
ORNANE - ajustement à la juste valeur du dérivé (1)	-	4,1
Résultat financier	(7,2)	(2,7)

(1) Au premier semestre 2017, les éléments non récurrents du résultat financier étaient composés de la variation de la juste valeur du dérivé de l'ORNANE pour +4,1 millions d'euros. Par ailleurs, le rachat par Econocom de 2 698 900 ORNANE avait généré un coût (avant prise en compte de l'économie d'impôt correspondante) de 0,3 million d'euros et la conversion anticipée de 10 050 928 ORNANE avait entraîné une charge d'amortissement accéléré des frais d'émissions de 0,5 million d'euros.

5.6. IMPÔT SUR RÉSULTAT

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté
Résultat avant impôt	4,6	43,2
Impôts sur le résultat	(4,1)	(11,3)
Taux effectif d'impôt rapporté au résultat avant impôt	89,1%	26,3%
Taux effectif d'impôt moyen annuel estimé (1)	27,0%	28,0%

(1) Il s'agit du taux effectif d'impôt sur le résultat retraité des éléments suivants : CVAE en France, IRAP en Italie, amortissements des incorporels d'acquisition (clientèle ECS et marque OSIATIS). Au 1^{er} semestre 2017, étaient également retraités l'ajustement à la juste valeur du dérivé de l'ORNANE, les coûts de rachat d'ORNANE et l'amortissement accéléré des frais d'émission de l'ORNANE.

La charge d'impôt sur le premier semestre s'établit à 4,1 millions d'euros dont 2,9 millions de taxes assimilables à l'impôt (comme au premier semestre 2017) ; il s'agit de la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) en France, nette d'impôt sur les sociétés et des cotisations IRAP (Imposta Regionale sulle Attività Produttive) en Italie (cf. note 7 des comptes consolidés du 31 décembre 2017).

Le taux d'impôt moyen (tel que défini ci-dessus) a été estimé pour la période en cours à 27,0 % (contre 28,0 % en 2017 hors incidences fiscales liées aux opérations sur l'ORNANE).

5.7. RÉSULTAT PAR ACTION ET RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ

Le dénominateur utilisé au premier semestre 2018 pour le calcul du résultat par action s'élève à 236 488 856 contre 228 782 655 actions au premier semestre 2017. L'évolution du dénominateur résulte d'une part de la conversion anticipée de 10 050 928 ORNANE au cours du premier semestre 2017 et des opérations sur actions propres.

Le dénominateur utilisé au 30 juin 2018 pour le calcul du résultat dilué par action s'élève à 236 488 856 contre 233 350 819 au premier semestre 2017.

Selon IAS 33 §41, les actions ordinaires potentielles doivent être traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires aurait pour effet de réduire le résultat par action ou d'augmenter la perte par action des activités ordinaires poursuivies.

A fin juin 2018, les impacts liés aux stock-options, aux actions gratuites ainsi qu'à la conversion de l'OCEANE, ont un effet anti-dilutif et ne sont donc pas pris en compte dans la détermination du résultat par action dilué.

5.8. ÉCARTS D'ACQUISITION

Pour les besoins des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont alloués comme suit entre les différentes Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) :

	Technology Management & Financing	Services	Products & Solutions	Total
Écarts d'acquisition au 1^{er} janvier 2018	114,6	446,9	37,3	598,8
Ajustements sur coût d'acquisition		0,1		0,1
Acquisitions		26,7		26,7
Écarts de conversion		(0,6)		(0,6)
Écarts d'acquisition au 30 juin 2018	114,6	473,2	37,3	625,1
dont montant brut	114,6	477,4	37,3	629,4
dont dépréciation cumulée	-	(4,3)	-	(4,3)

Les acquisitions du premier semestre 2018, BDF et Altabox, ont été intégrées à l'UGT Services.

Compte tenu de ses prévisions de résultat pour l'année et des perspectives pour les années suivantes, le groupe n'a pas mis en œuvre de test de valeur des *goodwills*.

5.9. INTÉRÊTS RÉSIDUELS DANS LES ACTIFS DONNÉS EN LOCATION

Les intérêts résiduels dans les actifs donnés en location correspondent à une valeur de marché prévisionnelle.

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2018	31 déc. 2017
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location part non courante (1 an < x < 5 ans)	112,3	105,5
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location part courante (<1 an)	41,8	35,9
Total	154,1	141,4

Les intérêts résiduels dans les actifs donnés en location se montent à 154,1 millions d'euros ; ils progressent de 6,9 % portés par le développement de l'activité sur la période.

Les intérêts résiduels dans les actifs donnés en location concernent des actifs IT et des actifs industriels pour respectivement 142,4 et 11,7 millions d'euros à fin juin 2018.

A fin juin, ils représentent 2,6 % du prix d'achat d'origine des matériels loués contre 2,5 % fin 2017.

Ces intérêts résiduels dans les biens donnés en location sont refinancés à hauteur de 56,7 % (vs 54,9 % fin 2017). La dette correspondante est inscrite au passif en engagements bruts de valeur résiduelle financière (VRFI) qui passent de 77,5 millions d'euros fin 2017 à 87,4 millions d'euros au 30 juin 2018 (dont part long terme 64,8 millions d'euros et part court terme 22,6 millions d'euros).

5.10. ACTIFS ET PASSIFS COURANTS D'EXPLOITATION

5.10.1. STOCKS

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2018			31 déc. 2017 ajusté*		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Équipements en cours de refinancement	14,9	(2,4)	12,3	12,0	(1,4)	10,6
Autres stocks	88,4	(17,1)	71,3	55,7	(17,2)	38,5
Matériels informatiques et télécoms	65,3	(2,8)	62,5	33,3	(3,3)	30,1
Pièces détachées	23,1	(14,4)	8,8	22,5	(14,0)	8,5
Total	103,2	(19,6)	83,6	67,7	(18,6)	49,1

* Voir au § 5.1.2.2 les explications sur les ajustements du bilan au 31/12/17 induits par l'application d'IFRS 9 et 15.

Les stocks nets augmentent entre le 31 décembre 2017 et le 30 juin 2018 dans la perspective de déploiements et de livraisons à réaliser par TMF et P&S dans les prochains mois.

5.10.2. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

en millions d'euros	30 juin 2018			31 déc. 2017 ajusté*		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Clients	1 129,0	(59,5)	1 069,5	1 082,8	(53,9)	1 028,9
Autres débiteurs	107,6	(6,0)	101,6	94,9	(5,4)	89,5
Clients et autres débiteurs	1 236,6	(65,5)	1 171,1	1 177,7	(59,3)	1 118,4
Coûts d'exécution et d'obtention du contrat à l'actif **	29,0	-	29,0	37,7	-	37,7
Autres actifs courants	38,1	-	38,1	39,3	-	39,3
Total autres actifs courants	67,1	-	67,1	77,0	-	77,0

* Voir au § 5.1.2.2 les explications sur les ajustements du bilan au 31/12/17 induits par l'application d'IFRS 9 et 15.

** Voir définition au § 5.1.2.1.2.

La hausse des autres débiteurs s'explique essentiellement par une augmentation des créances fiscales (crédits de TVA).

L'évolution du poste clients est détaillée ci-après par activité :

en millions d'euros	30 juin 2018				31 déc. 2017 ajusté*			
	Créances facturées nettes des dépréciations	Encours de location	Factures à émettre	Total	Créances facturées nettes des dépréciations	Encours de location	Factures à émettre	Total
Technology Management & Financing	228,7	484,5	4,3	717,5	246,7	458,0	4,0	708,7
Clients refinancés ou en cours de refinancement	80,2	484,5	-	564,7	97,8	458,0	-	555,8
Clients utilisateurs (encours de loyers refinancés mais facturés par Econocom)	148,5	-	4,3	152,8	148,9	-	4,0	152,9
Services	135,8	-	148,4	284,2	151,9	-	100,6	252,5
Products & Solutions	41,7	-	26,1	67,8	48,6	-	19,1	67,7
Total	406,2	484,5	178,8	1 069,5	447,2	458,0	123,7	1 028,9

* Voir au § 5.1.2.2 les explications sur les ajustements du bilan au 31/12/17 induits par l'application d'IFRS 9 et 15.

La hausse de 4 % des créances clients (+6,8 % au premier semestre 2017) provient des variations de périmètre pour 10,0 millions d'euros et pour le reste des effets de saisonnalité habituels.

Les provisions pour dépréciation des créances clients augmentent de 11,2% (+5,7 millions d'euros) du fait notamment de risques de crédit identifiés chez certains clients :

en millions d'euros	31 déc. 2017 ajusté	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Reclassement	30 Juin 2018
Perte de valeur sur créances douteuses	(53,8)	(10,1)	4,7	(0,4)	0,1	(59,5)

Détail par nature de clients et par échéance :

en millions d'euros	Valeur nette comptable	Créances non échues	Répartition par échéances			
			Total des créances échues	< 60 jours	60 < x < 90 jours	> 90 jours
Clients refinanceurs	80,2	64,8	15,4	13,7	0,3	1,4
Autres clients	1 048,9	822,3	226,6	107,7	16,3	102,7
Perte de valeur sur créances douteuses	(59,5)	(21,8)	(37,7)	(0,8)	(0,4)	(36,5)
Total clients et comptes rattachés nets	1 069,5	865,2	204,3	120,6	16,2	67,6

5.10.3. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS COURANTS, AUTRES PASSIFS COURANTS

La hausse des dettes fournisseurs et autres créditeurs courants se décompose comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2018	31 déc. 2017 ajusté*
Fournisseurs	741,7	735,0
Autres créditeurs	240,6	225,0
Total fournisseurs et autres créditeurs	982,3	960,0

* Voir au § 5.1.2.2 les explications sur les ajustements du bilan au 31/12/17 induits par l'application d'IFRS 9 et 15.

La hausse des autres créditeurs provient essentiellement du remboursement de prime d'émission décidé lors de l'Assemblée Générale de mai et réalisé en août :

en millions d'euros	30 juin 2018	31 déc. 2017 ajusté*
Dettes fiscales et sociales	202,1	216,4
Rémunération des actionnaires à payer	29,5	1,1
Clients créditeurs et autres	9,0	7,5
Autres créditeurs	240,6	225,0

* Voir au § 5.1.2.2 les explications sur les ajustements du bilan au 31/12/17 induits par l'application d'IFRS 9 et 15.

Les autres passifs courants se décomposent comme suit :

en millions d'euros	30 juin 2018	31 déc. 2017 ajusté*
Dettes d'acquisitions – part courante	13,7	13,2
Produits constatés d'avance	71,0	90,7
Passifs du contrats **	67,6	66,6
Autres passifs	8,0	6,1
Autres passifs courants	160,3	176,6

* Voir au § 5.1.2.2 les explications sur les ajustements du bilan au 31/12/17 induits par l'application d'IFRS 9 et 15.

** Voir définition au § 5.1.2.1.2.

5.11. TRÉSORERIE NETTE ET ENDETTEMENT NET

en millions d'euros	31 déc. 2017	Flux monétaires	Flux non monétaires				30 juin 2018
			Entrée de périmètre	Coût amorti emprunt	Effet de change	Autres	
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	237,9	27,2	13,5	-	(0,1)	-	278,5
Concours bancaires ⁽²⁾	(5,1)	1,4	(0,1)	-	-	-	(3,8)
Trésorerie nette des concours bancaires	232,9	28,6	13,4	-	(0,1)	-	274,8
Dettes bancaires et billets de trésorerie	(130,8)	10,3	(0,4)	-	0,1	-	(120,8)
Trésorerie nette	102,0	38,9	13,0	-	-	-	153,9
Dettes obligataire convertible (OCEANE)	-	(198,4)	-	(1,5)	-	16,7	(183,2)
Dettes obligataire (Euro PP)	(102,1)	2,6	-	(1,4)	-	-	(100,9)
Dettes obligataire (Schuldschein)	(149,7)	1,1	-	(1,5)	-	-	(150,1)
Contrats de location refinancés avec recours	(108,8)	22,7	-	-	-	-	(86,0)
Dettes d'affacturage avec recours	(12,2)	(2,8)	-	-	-	-	(15,1)
Autres dettes avec recours	(3,1)	(3,7)	-	-	-	-	(6,8)
Dettes de location-financement	(4,7)	(1,1)	(1,4)	-	-	-	(7,2)
Sous-total	(380,6)	(179,6)	(1,4)	(4,4)	-	16,7	(549,3)
Endettement net	(278,6)	(140,7)	11,6	(4,4)	0,1	16,7	(395,3)
Ratio DNC / EBITDA 12 mois	1,5						2,4

(1) Trésorerie brute positive.

(2) dont concours bancaires courants de 3,8 millions d'euros au 30 juin 2018.

Trésorerie nette des concours bancaires

La variation de trésorerie nette de 41,9 millions d'euros telle qu'elle ressort dans le tableau de flux de trésorerie est égale à la somme des 28,6 millions d'euros de flux monétaires, 13,4 millions d'euros d'entrée de périmètre et (0,1) million d'euros d'écart de conversion.

Emission d'obligations convertibles (OCEANE)

Le groupe Econocom a émis une OCEANE le 6 mars 2018 pour un montant de 200 millions d'euros (198,4 millions d'euros après imputation des frais d'émission) à échéance au 6 mars 2023. Cet emprunt obligataire convertible est émis à un taux coupon de 0,5 %. L'OCEANE est un instrument composé au sens d'IAS 32. Les caractéristiques de l'OCEANE prévoient la possibilité d'une conversion en un nombre fixe d'actions contre un montant fixe de trésorerie. Une composante de capitaux propres a été calculée par différence avec la composante dette de l'OCEANE évaluée au taux de la dette sans option de conversion, en application d'IAS32 § 29-30 qui définit la composante « capitaux propres » comme résiduelle. Lors de la comptabilisation initiale et net des frais d'émission, la composante « capitaux propres » ressort à 16,7 millions d'euros et la composante « dette » à 181,7 millions d'euros.

Dettes obligataires (Euro PP et Schuldschein)

Les flux monétaires sur les dettes obligataires non convertibles (Euro PP et Schuldschein) correspondent aux coupons payés sur le semestre. Ces coupons payés sont présentés sur la ligne « intérêts décaissés » dans l'état des flux de trésorerie consolidés.

5.12. CAPITAUX PROPRES

5.12.1. CAPITAL D'ECONOCOM GROUP SE

	NOMBRE D'ACTIONS			VALEUR (EN MILLIONS D'EUROS)		
	Total	Auto Contrôle	En circulation	Capital social	Primes liées au capital	Auto Contrôle
Au 31 décembre 2017	245 140 430	9 529 793	235 610 637	23,5	253,0	(58,1)
Achats nets de titres d'autocontrôle	-	32 769	(32 769)	-	-	(0,1)
Levées d'option et attribution d'actions gratuites	-	(1 410 000)	1 410 000	-	-	9,1
OCEANE - composante equity	-	-	-	-	16,7	-
Remboursement de prime d'émission	-	-	-	-	(29,4)	-
Au 30 juin 2018	245 140 430	8 152 562	236 987 868	23,5	240,3	(49,0)

5.12.2. PLAN D'OPTIONS D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Il a été consenti au profit de certains salariés et managers du groupe, des plans d'options d'achat et de souscription d'actions à prix unitaire convenu. Les caractéristiques de ces plans sont les suivantes (NB : afin de laisser inchangées les options consenties et à la suite du *split* de l'action, le nombre de droits attaché à chaque option a été doublé) :

Plans d'options	2013	2014⁽¹⁾	2015⁽¹⁾	2016⁽¹⁾	2017⁽²⁾	Total
Options non exercées au 31 déc. 2017	875 000	1 812 500	357 500	105 000	1 950 000	5 100 000
Options attribuées sur la période	-	-	-	-	-	-
Options exercées sur la période	(625 000)	-	-	-	-	(625 000)
Options expirées ou perdues	-	(10 000)	-	(10 000)	(360 000)	(380 000)
Options non exercées au 30 juin 2018	250 000	1 802 500	357 500	95 000	1 590 000	4 095 000
Droits donnés en nombre d'actions comparables au 31 décembre 2017	1 750 000	3 625 000	715 000	210 000	1 950 000	8 250 000
Droits donnés en nombre d'actions comparables au 30 juin 2018	500 000	3 605 000	715 000	190 000	1 590 000	6 600 000
Prix d'exercice d'une option (en €)	5,96	5,52	7,70	11,48	6,04	-
Prix d'achat d'une action (en €)	2,98	2,76	3,85	5,74	6,04	-
Cours moyen de l'action au moment de l'exercice	5,98	-	-	-	-	-
Date limite d'exercice	déc.-18	déc.-19	déc.-20	déc.-21	déc.-23	-

(1) Le conseil d'administration a approuvé en décembre 2014 un plan d'émission de 2 500 000 droits de souscription. Ces options ont été attribuées par le comité de rémunération à hauteur de 2 075 000 pour l'exercice 2014, de 360 000 pour l'exercice 2015 et de 105 000 pour l'exercice 2016. La formule retenue permettra à Econocom Group d'émettre des actions nouvelles lors de l'exercice de ces options.

(2) Le conseil d'administration a approuvé en mai 2017 un plan d'émission de 2 000 000 droits de souscription, dont 1 950 000 ont été attribués en décembre 2017 par le comité de rémunération. Ces options seront également servies en actions nouvelles à émettre.

5.12.3. PLAN D' ACTIONS GRATUITES

L'assemblée générale des actionnaires du 17 mai 2016 a autorisé le conseil d'administration d'Econocom à procéder à l'attribution gratuite de 2 250 000 actions existantes (après prise en compte du split de l'action intervenu en 2017), soit 1,0 % du capital d'Econocom. L'acquisition pourra être conditionnée à la présence dans le groupe et à l'atteinte d'objectifs individuels et/ou collectifs, internes et/ou externes au groupe Econocom. Dans ce cadre, le conseil d'administration d'Econocom du 19 mai 2016 a attribué 440 000 actions gratuites à un dirigeant. Au 30 juin 2018, il reste 140 000 actions non acquises, après exercice de 140 000 actions de la première tranche et 160 000 actions de la seconde tranche. Par ailleurs, le 26 février 2018, le conseil d'administration d'Econocom a attribué 15 000 actions gratuites à un salarié, portant le nombre d'actions gratuites non exercées au 30 juin 2018 à 155 000.

Tranches	2016		2018	Total
	2	3	1	
Actions gratuites non exercées au 31 déc. 2017	160 000	140 000	-	300 000
Actions gratuites attribuées sur la période	-	-	15 000	15 000
Actions gratuites exercées sur la période	(160 000)	-	-	(160 000)
Actions gratuites perdues sur la période	-	-	-	-
Actions gratuites non exercées au 30 juin 2018	-	140 000	15 000	155 000
Date limite d'exercice	Mai-18	Mai-19	Fév-19	-

5.13. PROVISIONS

<i>en millions d'euros</i>	31 déc. 2017	Variations de périmètre	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Autres et change	30 juin 2018
Restructurations et risques sociaux	9,8	0,6	5,0	(0,1)	(3,2)	-	12,0
Risques juridiques, commerciaux et fiscaux	19,4	0,4	4,2	(1,9)	(4,7)	(1,0)	16,5
Commissions différées	0,9	-	0,5	-	-	-	1,4
Autres risques	12,2	0,4	3,3	(0,2)	(3,1)	-	12,5
Total	42,3	1,4	13,0	(2,2)	(11,0)	(1,0)	42,4
Part non courante	1,1	1,0	-	-	-	-	2,1
Part courante	41,2	0,4	13,0	(2,2)	(11,0)	(1,0)	40,3

IMPACT RESULTAT DES DOTATIONS/REPRISES

Résultat opérationnel courant	7,2	(1,3)	(8,2)
Résultat opérationnel non courant	5,8	(0,3)	(2,8)
Impôt	-	(0,6)	-

A fin juin 2018, les provisions restent stables. Les dotations de 13,0 millions d'euros concernent essentiellement des restructurations et des litiges commerciaux.

Les utilisations de provisions d'un montant de 11,0 millions d'euros viennent essentiellement couvrir des coûts de départs et de résolution de litiges commerciaux.

L'impact sur le résultat du semestre des dotations, nettes des reprises de provisions non utilisées, est de (10,8) millions d'euros.

5.14. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

<i>en millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté
Résultat net total consolidé		0,4	31,9
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		25,2	49,3
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	5.14.1.2	(105,4)	(117,6)
Impôts décaissés nets des crédits d'impôts		(16,0)	(13,8)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	5.14.1	(96,2)	(82,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	5.14.2	(30,5)	(44,5)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	5.14.3	168,7	(10,6)
Incidence des différences de change sur la trésorerie		(0,1)	0,2
Variation de la trésorerie nette		41,9	(137,0)
Trésorerie nette au début de l'exercice		232,9	348,5
Trésorerie nette à la clôture de la période ⁽²⁾		274,8	211,5

(1) dont 53,2 millions d'euros au titre des investissements dans les contrats TMF.

(2) nette des découverts bancaires courants : 3,8 millions d'euros au 30 juin 2018 et 3,7 millions d'euros au 30 juin 2017.

5.14.1. FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ressortent à (96,2) millions d'euros sur le premier semestre 2018 contre (82,1) millions d'euros sur le premier semestre 2017. Cette évolution résulte principalement de la baisse de la capacité d'autofinancement à 25,2 millions d'euros au premier semestre 2018 (contre 49,3 millions d'euros au premier semestre 2017) en partie compensée par une moindre augmentation saisonnière du besoin en fonds de roulement qui s'établit à 105,4 millions d'euros (contre 117,6 millions d'euros au premier semestre 2017).

5.14.1.1. Charges (produits) sans effet sur la trésorerie

<i>en millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2017 ajusté
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	16,2	12,5
Dotations nettes sur provisions pour risques et charges	0,4	3,5
Variation des provisions pour retraite et engagements assimilés	0,3	1,3
Perte de valeur sur les créances commerciales et les autres actifs courants	6,9	3,8
Total provisions, dépréciations et amortissements	23,8	21,1
Variation de la juste valeur du dérivé de l'ORNANE	-	(4,1)
Variation des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location ⁽¹⁾	(10,4)	(16,6)
Coût d'actualisation des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location et des engagements bruts de valeurs résiduelles financières ⁽²⁾	(0,5)	(0,4)
Perte/(gain) sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,4	-
Profits et pertes de réévaluation à la juste valeur ⁽³⁾	0,1	(0,6)
Charges calculées liées aux paiements en actions	0,8	0,7
Impact des cessions d'activité et changement de méthode d'intégration	-	0,3
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie	0,8	-
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie	14,2	0,4

(1) La variation des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location tient compte des effets d'actualisation des périodes précédentes. Les effets d'actualisation de la période pour 2,0 millions d'euros sont, quant à eux, neutralisés dans le poste « Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie ».

(2) Correspond aux effets d'actualisation des intérêts résiduels dans les actifs donnés en location (-2,0 millions d'euros) et les engagements de valeurs résiduelles financières (+1,5 million d'euros).

(3) Variation de la valeur des dettes d'acquisition soldées sur la période.

5.14.1.2. Variation du besoin en fonds de roulement

L'augmentation du besoin en fonds de roulement se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Notes	31 déc. 2017 ajusté	Variation BFR S1 2018	Total autres variations (1)	30 juin 2018
Autres créances à long terme - brut		12,5	(3,5)	3,4	12,4
Stock - brut	5.10.1	67,7	34,9	0,6	103,2
Clients - brut	5.10.2	1 082,8	27,9	18,3	1 129,0
Autres débiteurs - brut	5.10.2	94,9	12,6	0,1	107,6
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	5.9	141,4	-	12,7	154,1
Actifs d'impôts courants (2)		9,3	-	2,2	11,5
Autres actifs courants	5.10.2	77,0	(10,5)	0,6	67,1
Stocks et créances d'exploitation		1 485,6	61,4	37,9	1 584,9

Autres dettes non courantes		(99,1)	4,4	(12,3)	(107,0)
Fournisseurs	5.10.3	(735,0)	12,7	(19,4)	(741,7)
Autres créditeurs	5.10.3	(225,0)	16,3	(31,9)	(240,6)
Passif d'impôts courants (2)		(17,2)	-	(0,4)	(17,6)
Autres passifs courants	5.10.3	(176,6)	18,9	(2,6)	(160,3)
Engagement brut de valeurs résiduelles financières (3)		(77,5)	(8,3)	(1,6)	(87,4)
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation		(1 330,4)	44,0	(68,2)	(1 354,6)

Total variation du besoin en fonds de roulement, dont :		-	105,4	-	-
Investissements dans les contrats TMF autoportés		-	53,2	-	-
Autres variations		-	52,2	-	-

(1) Correspond principalement aux mouvements de périmètre, aux variations de juste valeur et aux écarts de conversion.

(2) Le flux monétaire est matérialisé sur la ligne « Impôts décaissés net des crédits d'impôt » du tableau des flux de trésorerie.

(3) Correspond à la variation des valeurs résiduelles financières hors effets de change et d'actualisation de la période.

5.14.2. DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

Les flux nets de trésorerie sur les opérations d'investissement, de (30,5) millions d'euros, s'expliquent principalement par :

- 23,0 millions d'euros d'investissements en immobilisations corporelles et incorporelles : licences et coûts de projets informatiques, aménagements de locaux et infrastructures ;
- 6,3 millions d'euros de décaissements liés aux acquisitions de la période (pour un montant net de 5,6 millions d'euros) et aux paiements de compléments de prix et de dettes différées relatives aux acquisitions antérieures (0,7 millions d'euros) ;
- 1,3 millions d'euros d'autres investissements financiers (acquisitions de parts de fonds d'investissement et de participations minoritaires).

5.14.3. DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Les flux nets de trésorerie sur les opérations de financement, 168,7 millions d'euros, s'expliquent principalement par :

- l'émission de l'OCEANE pour 200 millions d'euros (avant imputation des frais d'émission) ;
- (22,7) millions d'euros de variation des dettes de refinancement des contrats de location ;
- (9,1) millions d'euros de paiements d'intérêts financiers intervenus au premier semestre 2018 (dont les coupons versés sur les emprunts obligataires Schuldschein et Euro PP et les frais d'émission de l'OCEANE).

5.15. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont donc pas présentées dans cette annexe. Les autres transactions avec les parties liées concernent essentiellement les principales opérations réalisées avec le président du conseil d'administration, son vice-président, ses administrateurs délégués ou exécutifs ou avec les sociétés dans lesquelles ils exercent un contrôle ou une influence notable.

S'agissant des conditions de rémunération des mandataires sociaux d'Econocom Group, elles sont arrêtées par le conseil d'administration sur proposition du comité de rémunération. Au cours du semestre, certaines rémunérations ont évolué en lien avec l'évolution des responsabilités de certains dirigeants. Par ailleurs, il n'y a pas eu de changement notable par rapport aux éléments présentés dans la note 22.1 aux comptes consolidés 2017.

Les autres opérations avec les parties liées présentées dans la note 22.2 des comptes consolidés 2017 ne présentent pas d'évolution significative au 30 juin 2018.

5.16. ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Le conseil d'administration du 17 juillet 2018 a donné mandat à son président, Jean-Louis Bouchard, pour procéder à des rachats d'actions pouvant aller jusqu'à 30 millions d'euros, représentant environ 5 % du capital du groupe. Ce programme pourra être mis en œuvre au cours des dix prochains mois en fonction des conditions de marché.

econocom